



**PRÉFET
DU RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

**Direction départementale
de la protection des populations**

DREAL-UD69-CB
DDPP-SPE-FC

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE n° DDPP-DREAL 2026-98
imposant des prescriptions complémentaires à la société ARKEMA dans le cadre de la cessation
d'activités du site exploité par la société DORLYL SNC 20, rue Jean Jaurès à MEYZIEU**

Le Préfet de la Région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet de la Zone de défense et de Sécurité Sud-Est
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment son article R. 181-45 ;

VU le code des relations entre le public et l'administration et notamment son article L.411-2 ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 avril 1994 modifié régissant le fonctionnement des activités exercées par la société DORLYL SNC dans son établissement situé 20, rue Jean Jaurès, B.P. 35 à MEYZIEU ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 avril 2010 imposant des prescriptions complémentaires à la société DORLYL SNC pour le site qu'elle exploitait 20, rue Jean Jaurès à MEYZIEU dans le cadre de la cessation d'activités ;

VU l'arrêté préfectoral du 1er août 2017 imposant des prescriptions complémentaires à la société DORLYL SNC pour le site qu'elle exploitait 20, rue Jean Jaurès à MEYZIEU dans le cadre de la cessation d'activités ;

VU la demande d'arrêt du suivi de l'étain et ses composés sur les parcelles BP 64 et BP 65 à MEYZIEU formulée par l'exploitant le 8 décembre 2025 ;

VU le rapport de surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit du site de DORLYL SNC MEYZIEU transmis par la société ARKEMA le 8 décembre 2025, et le bilan triennal transmis à l'inspection des installations classées dans le cadre de la cessation d'activités ;

VU le rapport du 27 mars 2026 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU la lettre du 9 avril 2026 communiquant le projet d'arrêté à l'exploitant ;

VU la réponse par courrier du 27 avril 2026 de l'exploitant sur le projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que la demande de l'exploitant d'arrêt du suivi de l'étain et ses composés sur les parcelles BP 64 et BP 65 à MEYZIEU a été portée à la connaissance de la préfète du Rhône le 8 décembre 2025 ;

CONSIDÉRANT que, compte-tenu de l'ordre de grandeur des concentrations en étain mesurées dans le cadre de la surveillance environnementale du site, ces concentrations ne présentent pas de caractère significatif et ne sont pas de nature à affecter la qualité des eaux souterraines circulant au droit du site ;

CONSIDÉRANT qu'il peut être donné une suite favorable à la demande de l'exploitant d'arrêt du suivi de l'étain et ses composés sur les parcelles BP 64 et BP 65 à MEYZIEU, encadré par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 26 avril 2010 et du 1^{er} août 2017 susvisés ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a rempli ses obligations relatives aux modalités de cessations d'activités encadrées par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 26 avril 2010 et du 1^{er} août 2017 susvisés ;

CONSIDÉRANT dans ces conditions, qu'il convient d'abroger les arrêtés préfectoraux des 26 avril 2010 et 1^{er} août 2017 susvisés ;

CONSIDÉRANT que les ouvrages de surveillance de la nappe doivent être comblés par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères traversées et l'absence de transfert de pollution ;

CONSIDÉRANT dès lors, qu'il convient de faire application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

SUR proposition du directeur départemental de la protection des populations et du chef de l'unité départementale du Rhône de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1

La société ARKEMA, dont le siège est situé 51, Esplanade du Général de Gaulle, 92800 Puteaux - La Défense, est tenue de se conformer, aux prescriptions du présent arrêté pour son établissement DORLYL SNC, situé 20, avenue Jean Jaurès à MEYZIEU.

ARTICLE 2

L'arrêté préfectoral complémentaire du 26 avril 2010 est abrogé à compter de la date de publication du présent arrêté.

ARTICLE 3

L'arrêté préfectoral complémentaire du 1^{er} août 2017 est abrogé à compter de la date de publication du présent arrêté.

ARTICLE 4

L'exploitant comble, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, les ouvrages de surveillance de la nappe PZI bis, PZB bis et PZC bis dans le respect des modalités fixées par l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 susvisé.

ARTICLE 5 : PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions des articles R. 181-44 et R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Meyzieu et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie de Meyzieu pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de Meyzieu fera connaître par procès verbal, adressé à la Direction Départementale de la Protection des Populations - Service Protection de l'Environnement, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Rhône pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 6 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie et de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le Rhône.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1^{er} jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision (M. le préfet du Rhône - direction départementale de la protection des populations - 245, rue Garibaldi 69 422 LYON Cedex 03) et au bénéficiaire de la décision (Société ARKEMA FRANCE - Rue Henri Moissan - 69491 OULLINS-PIERRE-BENITE), à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Lyon.

ARTICLE 7 : EXÉCUTION

Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, et le maire de Meyzieu sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société ARKEMA.